



ÉGALITÉ DES SEXES : LE POINT SUR LES DROITS DES FEMMES 25 ANS APRÈS BEIJING



ONU FEMMES

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies qui se consacre à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour répondre plus rapidement à leurs besoins partout dans le monde.

ONU Femmes soutient les efforts des États membres des Nations Unies visant à adopter des normes internationales pour parvenir à l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à l'élaboration des lois, des politiques, des programmes et des services nécessaires pour garantir l'application effective de ces normes et veiller à ce que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le monde. L'organisation promeut la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie et met l'accent sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership des femmes et leur participation; mettre fin à la violence à l'égard des femmes; intégrer les femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité; renforcer l'autonomisation économique des femmes; et placer la question de l'égalité des sexes au cœur des processus de planification et de budgétisation au niveau national. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes.

GÉNÉRATION ÉGALITÉ

ONU Femmes rassemble les prochaines générations d'activistes féministes et les défenseurs de l'égalité des sexes ainsi que les visionnaires à l'origine du Programme d'action de Beijing, établi il y a plus de deux décennies. Collectivement, ces innovateurs de tous âges et sexes tenteront de mener à bien la mission inachevée consistant à autonomiser les femmes par le biais d'une campagne avant-gardiste et multigénérationnelle : « Génération Égalité : Pour les droits des femmes et un futur égalitaire ».

Consulter le rapport sur : <http://unwo.men/DpLf50yO76u>

Veuillez visiter notre site internet pour consulter une liste d'erreurs ou d'omissions éventuelles après la publication.

ISBN: 978-92-1-004991-7

Produit par la Section Recherche et Données d'ONU Femmes

Éditrices : Annie Kelly, Tina Johnson

Traduction: Nelly Jouan

Révision: Claudia Itzkowich, Sandrine A. Koissy-Kpein

Conception: Blossom - Milan

© ONU Femmes 2020

Imprimé aux États-Unis

Tous droits réservés



Phumzile Mlambo-Ngcuka

Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU Femmes

« La sous-représentation des femmes dans les sphères du pouvoir et de la prise de décision demeure la norme. Nous sommes impatients de pouvoir constater enfin des progrès... Seulement 50 % est une part égale, et nous n'accepterons pas moins que l'égalité. »

PROMOUVOIR LE PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING

La réunion la plus importante sur l'égalité des sexes au niveau mondial s'est tenue en septembre 1995 à Beijing, en Chine : il s'agissait de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes. Les engagements et les mesures convenues par les États membres dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing demeurent notre ordre du jour le plus complet et le plus transformateur en termes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles. Toutefois, au moment où nous faisons le bilan des progrès accomplis, il apparaît clairement que leur mise en œuvre est en deçà de la promesse initiale.

Les changements politiques, sociaux, économiques et environnementaux rapides et complexes de ces 25 dernières années ont promu des avancées saluaires dans certains domaines de la vie des femmes et des filles ; mais nous sommes également confrontés à des ripostes vigoureuses qui entérinent des reculs préjudiciables des acquis arrachés de haute lutte dans le domaine des droits des femmes et, plus globalement, du programme de développement. La pauvreté, la discrimination et la violence continuent de déstabiliser gravement la vie des femmes et des filles. Leur sous-représentation dans les sphères du pouvoir et de la prise de décision demeure la norme. Nous sommes impatients de pouvoir constater enfin des progrès.

L'égalité ne se traduit pas seulement par l'obtention d'un quart des sièges à la table du pouvoir. C'est pourtant la réalité actuelle de la représentation des femmes. Les hommes détiennent 75 % des sièges parlementaires, 73 % des postes de direction, et 70 % des équipes chargées des négociations climatiques sont masculines ; ce dernier chiffre atteint quasiment 100 % quand il s'agit de négociations sur la paix.

Seulement 50 % est une part égale, et nous n'accepterons pas moins que l'égalité.

Cet examen du rapport du Programme d'action de Beijing s'appuie sur l'exercice d'évaluation des droits des femmes le plus complet et le plus participatif jamais effectué, auquel 170 pays ont pris part. Il met en lumière les lacunes et les opportunités et propose des solutions efficaces. Il nous permet de prendre honnêtement connaissance des promesses qui n'ont pas été tenues, et de nous engager énergiquement dans l'action et la mise en œuvre les concernant. Cette initiative est cruciale pour assurer le succès de la Décennie d'action de l'ONU et du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, pour lequel l'égalité des sexes est fondamentale.

2020 est une année charnière. Les mouvements en faveur des droits des femmes se mobilisent, exhortés et appuyés par la campagne d'ONU Femmes Génération Égalité. Nous avons lancé six Coalitions d'actions qui rassembleront des gouvernements, la société civile, l'ONU et le secteur privé pour générer des ressources et obtenir des résultats novateurs en faveur de l'égalité des sexes.

Notre monde est inégalitaire, mais nous sommes déterminés à le rendre égalitaire et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir à cette fin.

OÙ EN SOMMES- NOUS ?

De nos jours, une fille de 15 ans vivant dans le monde en développement a plus de chances que jamais. Par rapport aux générations précédentes, il y a moins de risques qu'elle vive dans une extrême pauvreté et il y a plus de chances qu'elle puisse grandir en bonne santé et bien nourrie. Grâce aux remaniements des lois, des politiques et des normes sociales qui ont modifié le monde dans lequel elle vit, il y a plus de chances qu'elle puisse achever sa scolarité dans une école primaire et il y a moins de risques qu'elle se marie jeune et devienne mère avant l'âge. Grâce à l'augmentation du nombre de leaders politiques qui peuvent lui servir de modèles dans son pays, cette jeune femme est en droit d'aspirer à de nobles choses.

Mais elle rencontrera des obstacles énormes car ces progrès, même s'ils sont considérables, ont été graduels, inégaux et insuffisants. Un milliard de personnes ont échappé à la pauvreté extrême depuis 1990, mais la pauvreté conserve sa physionomie féminine. Bien que le nombre d'enfants non scolarisés dans le primaire et le secondaire ait presque été divisé par deux depuis 1995, 32 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire ne fréquentent toujours pas d'école. Le taux de mariage d'enfants est passé d'un sur quatre à un sur cinq, mais 650 millions de femmes vivant dans le monde aujourd'hui se sont mariées avant leur 18^{ème} anniversaire. La politique reste un domaine principalement masculin, trois quarts des sièges parlementaires étant occupés par les hommes.

Ce tableau ne correspond pas du tout à la vision définie dans le Programme de Beijing il y a un quart de siècle. Cela est également de mauvais augure pour les objectifs de développement durable définis il y a une décennie, ces progrès étant intrinsèquement liés à l'avènement d'une plus grande égalité des sexes.

Les actions que la communauté mondiale va désormais mener définiront les perspectives non seulement de la génération actuelle de jeunes femmes, mais aussi des prochaines générations. Les défis nouveaux qui apparaissent en ce moment illustrent le fait que l'on ne peut même plus compter sur les progrès actuels pourtant terriblement lents. Il est urgent de modifier la donne, ce qui ne sera possible que si nous unissons nos forces et agissons avec détermination pour réaliser l'égalité des sexes et la justice pour tous.

Le monde se trouve actuellement à un tournant décisif

La Conférence de Beijing s'est tenue à un point culminant de la démocratie et du multilatéralisme dans le monde. Les défenseurs de l'égalité des sexes espéraient, tout en restant prudents, que les gouvernements démocrates, tenus de rendre des comptes, satisferaient les demandes des femmes en faveur d'une évolution radicale des lois, des politiques, des pratiques et des normes sociales dans tous les domaines de la société. Actuellement, dans un monde de plus en plus inégal, l'avenir semble de plus en plus incertain. L'élan a été perdu. Les femmes et les filles du monde font du sur place car les victoires acquises de haute lutte ont soit été bloquées soit annulées. Les gains du développement n'ont pas été partagés équitablement : depuis les années 80, au niveau mondial, les 1 % des personnes les plus riches du monde ont capté deux fois plus de la croissance du revenu mondial que les 50 % les plus pauvres de la planète.¹

Si la richesse et le pouvoir sont concentrés entre les mains d'une minorité, la majorité doit pour sa part faire face à l'insécurité économique. Les mesures d'austérité budgétaires ont mené à des réductions dans les services publics de base, ce qui a eu un impact important sur les femmes vivant dans les pays à faible revenu car elles en sont particulièrement dépendantes. La nouvelle vague de réductions des dépenses publiques, qui seront mises en œuvre dans 126 pays en 2021, touchera les soins de santé, l'éducation et la protection sociale, les politiques mêmes qui ont permis les progrès réalisés depuis Beijing.²

Les conflits et les crises humanitaires, devenus plus complexes et persistants ces 25 dernières années, ont plus que jamais fragilisé les femmes et les filles. Si le monde poursuit sa course à l'abîme, la crise environnementale grandissante détruira nombre des avancées obtenues en matière de développement. Les femmes et les filles les plus pauvres et les plus marginalisées, qui sont pourtant les moins responsables du problème, sont déjà les plus impactées par la dégradation environnementale et les catastrophes naturelles irréversibles. Outre les coûts économiques liés à la crise climatique, les déplacements de populations, les migrations forcées, la pauvreté et l'insécurité auront des effets disproportionnés sur les femmes et les filles, et les exposeront notamment encore davantage aux maltraitances et aux violences.

Toutes ces tendances ont entraîné la montée en puissance des politiques extrémistes, qui se caractérisent par la misogynie et la xénophobie. Quarante ans après l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW), les droits des femmes sont en train d'être érodés au nom d'un retour aux « valeurs traditionnelles », et les institutions créées pour promouvoir l'égalité des sexes sont sapées. Les organisations féminines qui ont été à l'avant-garde du changement ont de plus en plus de difficultés à faire leur travail car l'espace réservé à la société civile se rétrécit et les financements sont rares.

Les voix de femmes s'élèvent

Pourtant, de par le monde, des voix de femmes se font entendre, elles se rallient à leurs alliés au sein des gouvernements, du secteur privé et des mouvements sociaux pour affirmer que des changements audacieux et systémiques sont possibles. Ces dirigeants féministes considèrent que la lutte contre les inégalités entre les sexes est indissociable de celles plus larges en faveur de la justice raciale, des droits des travailleurs, de la justice climatique, des LGBTI, de la responsabilisation des entreprises, etc.

Ce faisant, elles définissent une vision alternative d'un avenir où les droits des femmes sont au cœur d'un monde meilleur pour tous.

La voie à suivre

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing représentent l'agenda le plus complet et le plus novateur en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La vision audacieuse qu'il porte en germes est aujourd'hui plus pertinente que jamais. Reliant les 12 domaines cruciaux du Programme d'action de Beijing avec les 17 objectifs de développement durable, ce rapport présente des données et une analyse à travers une série de groupes thématiques. Il formule des recommandations en vue d'une action future et présente des politiques et des programmes prometteurs qui font déjà la différence.

Pour accélérer les progrès et veiller à ce qu'ils concernent tous ces domaines, quatre catalyseurs de changement universels sont mis en exergue :

Appuyer les mouvements des femmes et leur leadership

Qu'il s'agisse des décisions individuelles concernant le travail ou la vie familiale, ou bien de l'action collective pour un monde meilleur, les femmes et les filles doivent être entendues et leurs préoccupations prises en compte. Prendre en considération les opinions des femmes dans les décisions politiques, les communautés, les parlements et les négociations de paix est essentiel pour promouvoir et cultiver des sociétés prospères et pacifiques. Les associations qui luttent en faveur des droits des femmes ont transformé le monde pour le meilleur. Elles sont indispensables pour réunir les femmes, faire entendre leurs voix et mobiliser leur pouvoir collectif afin d'exiger des changements et de la transparence.

Exploiter la technologie pour garantir l'égalité des sexes

Les nouvelles technologies recèlent un potentiel énorme en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles,

en créant des emplois et des chances pour les femmes dans les entreprises, en permettant un nouvel accès à des services publics et en inventant des modalités nouvelles pour atténuer des changements climatiques et s'y adapter.

Pour tirer parti de ce potentiel, il est essentiel de réduire la fracture numérique de genre, qui est particulièrement grande dans les pays à faible revenu, afin que les femmes jouissent d'un accès égal aux outils numériques, qu'elles les utilisent autant que les hommes, et qu'elles puissent également participer à la conception de la technologie. Dans le même temps, les nouveaux risques que sont la cyberviolence, les menaces posées à la protection de la vie privée et les algorithmes, qui perpétuent des biais inconscients, doivent également être éliminés.

Veiller à ce que personne ne soit laissé de côté

La promesse de réaliser l'égalité des sexes pour toutes les femmes et les filles s'inscrit dans les efforts consistant à autonomiser et garantir les droits de ceux qui ont été marginalisés par des décennies de discrimination structurelle sur la base de leur sexe, de leur classe sociale ou de leurs origines ethniques, notamment.

Les progrès doivent être partagés par tous et aucune femme ni fille ne doit être laissée de côté. Des données doivent être recueillies pour montrer le visage des exclues. Tout le monde doit pouvoir donner son avis et siéger à la table des décisions afin d'avoir la possibilité de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui répondent aux droits et besoins de tous.

Harmoniser les engagements et les ressources

Les engagements en faveur de l'égalité des sexes ne veulent pas dire grand-chose sans les ressources pour les financer. Pourtant, le pourcentage des ressources en matière de développement dédiées spécifiquement à l'égalité des sexes stagne généralement à 5 %.

Dans un monde où les dépenses militaires annuelles atteignent 1,82 billions de dollars américains, le problème n'est pas le manque de ressources.³

L'argent doit être alloué là où il est le plus nécessaire. Une part plus importante du financement du développement provenant des gouvernements et des acteurs privés doit être allouée à l'égalité des sexes. Il convient aussi d'accroître les efforts mondiaux pour éliminer la fraude et l'évasion fiscale ainsi que les réformes fiscales progressives au niveau national.

En septembre 2019, le Secrétaire général de l'ONU a demandé à tous les secteurs de la société de se mobiliser dans le cadre de la Décennie d'action pour atteindre les ODD. Le temps presse si l'on veut façonner un monde où les promesses faites à Beijing, il y a 25 ans, deviendront enfin réalité pour toutes les femmes et les filles partout dans le monde.

INSTANTANÉ

Nous avons été témoins d'avancées importantes depuis l'adoption du Programme d'action de Beijing :



LÉGISLATION

Au cours de la dernière décennie, **131 pays** ont promulgué

274 réformes juridiques et réglementaires

en faveur de l'égalité des sexes.

ÉDUCATION
Il y a plus de filles

scolarisées que jamais.

La **parité** dans l'éducation a été atteinte en moyenne au niveau mondial, mais de **grands écarts** demeurent dans et entre les pays.

MORTALITÉ MATERNELLE

Le **taux mondial de mortalité** maternelle demeure **trop élevé** (211 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes), mais il a **baissé** de

38%

entre 2000 et 2017.

Mais il reste du travail à faire :

POLITIQUE

1 siège sur 4

est occupé par les femmes

dans les parlements nationaux.

PAUVRETÉ

Au niveau mondial, les femmes âgées de 25 à 34 ans ont

25% plus de

risques que les hommes de vivre dans une **pauvreté extrême** (avec moins de 1,90 dollars américains par jour).

SOINS ET TRAVAIL DOMESTIQUE NON RÉMUNÉRÉS



Femmes

Hommes

En moyenne, les femmes accomplissent **trois fois plus** de travail domestique et de soins non rémunérés que les hommes, ce qui a des conséquences à long terme pour leur sécurité économique.

PARTICIPATION À LA MAIN D'ŒUVRE

Les **disparités entre les sexes concernant la participation à la main d'œuvre** parmi les adultes âgés de 25 à 54 ans **ont stagné** ces 20 dernières années, à

31 points de pourcentage.

LA PARITÉ HOMMES-FEMMES SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Les femmes sont payées

16 % de moins que les hommes,

et seulement

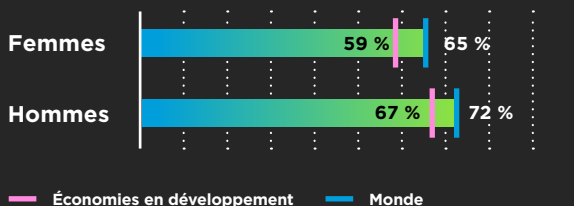


1 cadre sur 4

est une femme.

ACCÈS À LA FINANCE

La portion de femmes et d'hommes possédant **un compte dans une organisation financière**



LES JEUNES

des jeunes femmes

âgées de 15 à 29 ans ne sont pas à l'école, **ne sont pas employées ou en formation** en 2020, un taux deux fois plus important que celui des jeunes hommes (14 %).

31 %

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

des femmes

âgées de 15 à 49 ans qui ont déjà été en couple ont subi **des violences sexuelle et/ou physique de la part de leur partenaire** au cours des 12 mois précédents.

18 %

JUSTICE CLIMATIQUE

L'urgence climatique affectera particulièrement ceux qui ont un **accès limité aux terres, aux ressources ou à des moyens de subvenir à leurs besoins**. Au niveau mondial,

39 % des femmes employées travaillent

dans les secteurs **agricole, forestier et de la pêche**, mais seulement,

14 % des propriétaires agricoles

sont des femmes.

ACCÈS À LA JUSTICE

Dans la plupart des pays disposant de données, moins de

des femmes

qui **subissent des violences cherchent une aide quelconque**, et évoquent les obstacles et leur manque de confiance dans les systèmes judiciaires.

40 %

SANTÉ

190 millions de femmes

en âge de procréer (15 à 49 ans) dans le monde qui **désiraient éviter la grossesse n'ont pas utilisé une méthode contraceptive** en 2019.

ÉCONOMIES INCLUSIVES ET EMPLOIS DÉCENTS



Les modèles économiques actuels ne répondent pas aux attentes des femmes et des filles. La sécurité et l'autonomie économiques restent hors de portée pour de nombreuses femmes, en particulier pendant la période à laquelle elles sont en âge de procréer.

Dans la plupart des régions, l'écart de participation à la main d'œuvre entre les hommes et les femmes a stagné ces 20 dernières années, et le contrôle des biens par les femmes est limité. Plus de la moitié de toutes les femmes actives travaillent dans l'économie informelle, souvent dans des emplois où elles sont privées des droits et des protections de base. En moyenne, les femmes dans le monde sont payées 16 % de moins que les hommes.

Si, dans la majorité des régions, les jeunes femmes ont réalisé des progrès significatifs dans les domaines de l'éducation, elles continuent d'être confrontées à des obstacles pour traduire ces avancées en chances égales sur le marché du travail.

Les innombrables heures que les femmes ont consacrées aux soins et travail domestique non rémunérés demeurent un obstacle de taille pour avoir accès à un emploi décent. Il importe de prendre des mesures pour transformer le monde du travail afin que les femmes puissent s'y épanouir et obtenir leur indépendance économique. Un salaire égal, la fin de la ségrégation professionnelle et de la violence et du harcèlement au travail sont des priorités urgentes. Étant donné que plus d'un tiers des femmes dans le monde travaillent dans le secteur agricole, il est essentiel d'accroître leur accès aux terres et l'appui aux agricultrices. Il est nécessaire d'adopter des politiques pour veiller à ce que les changements radicaux qui ont lieu dans le monde du travail bénéficient aux femmes. Les nouvelles technologies et les plates-formes numériques sont en train de transformer les économies. Il sera crucial d'exploiter les nouvelles technologies aux fins de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes, pour générer des emplois décents et appuyer les entreprises dirigées par des femmes.

Les politiques de réconciliation travail-famille, notamment les congés parentaux rémunérés, doivent être étendues aux travailleurs de l'économie informelle. Un renforcement des services de garde d'enfants fiables et abordables aurait des effets multiples sur les femmes, les familles et l'économie au sens large.

Investir dans les services de garde d'enfants : un triple gain

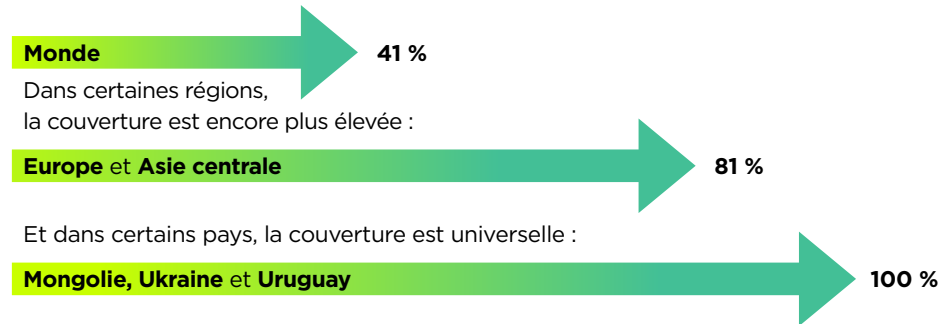
Investir dans des écoles maternelles et des services de garde abordables peut permettre aux femmes de participer à la main d'œuvre, améliorer la santé des enfants et leur nutrition et créer des emplois décents dans le secteur des soins rémunérés. On constate dans différentes régions que l'impact de la création de services de garde de qualité est considérable :

- L'Allemagne a fait en sorte qu'une place en garderie soit un droit légal pour tout enfant de 3 ans en 2013. Cette initiative s'est accompagnée d'une expansion massive des places subventionnées pour les enfants. En 2017, 37 % des enfants de moins de 3 ans ont été inscrits, ce qui a eu un effet positif sur l'emploi rémunéré des mères.⁴
- Le Chili a élargi ses structures de garde publiques gratuites et étendu leurs heures d'ouverture pour s'adapter aux emplois du temps des parents qui travaillent. En 2017, 32 % des enfants de moins de 3 ans avaient une place dans une crèche. L'écart d'accès entre les enfants qui se trouvent dans les familles les plus riches et les familles les plus pauvres s'est également resserré.⁵
- Au Kenya, un programme pilote mené dans un habitat informel à Nairobi a conclu que les femmes qui disposaient de chèques garde d'enfant subventionnés pendant une période de 12 mois avaient 17,3 % plus de chances d'être employées que celles qui n'en avaient pas.⁶

L'indépendance économique des femmes est indispensable pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Les réformes juridiques aident les hommes et les femmes à concilier travail et vie de famille

Proportion des jeunes mères qui reçoivent des allocations de maternité :



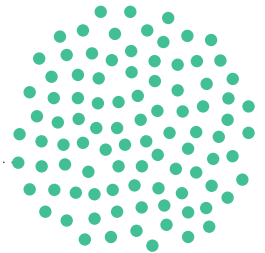
Il importe de multiplier les efforts pour toucher les femmes travaillant dans l'économie informelle.

1974

La Suède était le seul pays à avoir adopté un congé de paternité

2015

94 pays dans le monde l'avaient adopté

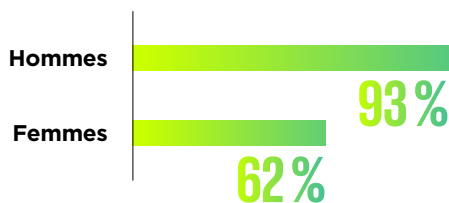


Les obstacles persistent : de nombreuses femmes sont coincées dans des emplois peu rémunérateurs, un salaire égal demeure hors de portée et les hommes occupent la plupart des postes de cadres

Les femmes consacrent

3 fois plus de temps aux soins et travaux domestiques non rémunérés, ce qui réduit leur accès à un emploi décent.

Davantage d'hommes âgés de 25 à 54 ans sont sur le marché du travail que de femmes :



Au niveau mondial, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes est bloqué à

16 % les femmes étant payées jusqu'à 35 % de moins que les hommes dans certains pays.

Dans le monde,

65 % des femmes

disposaient d'un compte dans un organisme financier en 2017, par rapport à

72 % des hommes

740 millions de femmes travaillent dans l'économie informelle dans le monde.

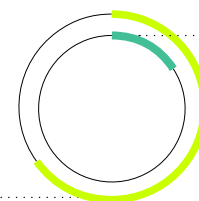
Les femmes qui appartiennent aux groupes vulnérables et marginalisés doivent relever des défis encore plus grands, y compris un manque d'accès aux services publics essentiels

Une proportion élevée de jeunes femmes handicapées n'est pas scolarisée ou employée. Cela va de



Accès inégal aux services de soins et d'éducation de la petite enfance en Égypte :

65 % d'enfants issus des familles les plus riches y ont accès par rapport à



16 % des enfants issus des familles les plus pauvres.

ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET BIEN-ÊTRE



L'amélioration de la santé et de l'éducation des femmes et des filles dans le monde est l'un des résultats les plus encourageants de ces 25 dernières années. De nos jours, plus de filles sont scolarisées que jamais et, en moyenne, l'écart d'inscription entre les sexes s'est resserré. Les taux d'alphabétisation mondiaux augmentent parmi les jeunes. Il reste encore beaucoup à faire mais davantage de femmes ont accès aux soins maternels institutionnels et moins de femmes meurent en couches.

La protection sociale est désormais considérée comme l'un des éléments clés des efforts visant à réduire la pauvreté et à lutter contre les inégalités. L'expansion des transferts en espèces tels que les allocations pour les enfants et les pensions sociales ont permis d'accroître l'indépendance économique des femmes et augmenté leurs revenus personnels. Ces initiatives ont permis de réduire les taux de pauvreté extrême dans le monde, une grande victoire qui a bénéficié à des millions de femmes et de filles.

Pourtant, la pauvreté et les inégalités persistent et les mesures d'austérité entravent de nouveaux progrès. Dans bien trop de pays, des millions de filles ne peuvent pas achever un enseignement secondaire de qualité. Les filles qui vivent dans les zones rurales et sont issues de familles pauvres sont souvent laissées de côté. Sans solution de garde, les femmes font souvent face à des choix impossibles, à savoir travailler ou laisser leur enfant seul ou renoncer à la possibilité d'amener un revenu permettant de subvenir aux besoins de leur famille. Après une vie de travail et de soins prodigués aux autres, la plupart des femmes ne disposent même pas d'une pension pour bénéficier d'une retraite digne. Il est urgent de fournir un meilleur accès à une protection sociale et à des services publics de qualité et sensibles au genre pour permettre aux femmes de trouver de vraies solutions pour les éloigner de la pauvreté.

Renforcer la santé et les droits sexuels et procréatifs des femmes est un autre levier crucial. Un meilleur accès à la planification familiale, notamment, contribuera à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration sanitaire. Prévenir les grossesses non désirées permettra aux adolescentes d'achever leurs études et encouragera la participation des femmes à la main d'œuvre.

Les nouvelles règles du jeu concernant la planification familiale

En Afrique sub-saharienne, une région du monde où l'accès global à la planification familiale demeure faible, l'Éthiopie et le Rwanda ont élargi l'accès à la contraception moderne de 40 points de pourcentage depuis 2000.⁷

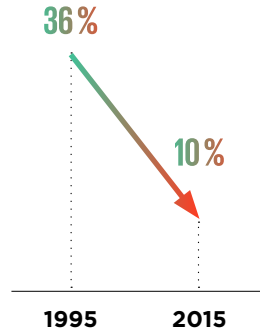
Les écarts d'accès à la planification familiale entre les zones rurales et urbaines et les femmes riches et pauvres se sont resserrés. Ces réussites remarquables ont été obtenues grâce à :

- des investissements dans les infrastructures sanitaires et l'amélioration de l'accès à des services de qualité. Les deux pays ont construit de nouveaux centres de santé et des dispensaires dans les zones reculées et les plus difficiles à atteindre.
- l'envoi de travailleurs sanitaires formés dans les communautés rurales pour qu'ils fournissent des conseils sur la planification familiale, des informations et des moyens de contraception.
- l'augmentation de la disponibilité de plusieurs moyens de contraception modernes.
- la tenue de campagnes publiques pour améliorer la sensibilisation et réduire la stigmatisation et les mythes sur les moyens de contraception.
- l'établissement de partenariats forts avec les donateurs, les agences internationales, les organisations non gouvernementales et les dirigeants religieux pour promouvoir la planification familiale.

Il est possible de mettre fin à l'extrême pauvreté en une génération mais seulement si l'égalité des sexes devient une priorité

L'extrême pauvreté diminue, et les femmes et les filles sont mieux éduquées et en meilleure santé

1 milliard de personnes en moins vivent dans une pauvreté extrême : dans le monde, le pourcentage de personnes vivant avec **moins de 1,90 dollar américain** par jour a **baissé de 26 points** de pourcentage entre 1995 et 2015.



DAVANTAGE DE FILLES SONT SCOLARISÉES

La **parité dans l'éducation** a en moyenne été atteinte au niveau mondial, mais des **écarts importants** demeurent entre et dans les pays.

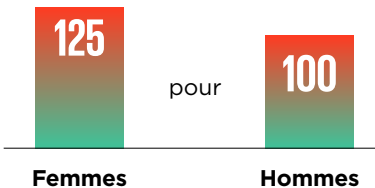
Le **taux de mortalité maternelle mondial** est toujours **très élevé**, mais il a baissé de



entre 2000 et 2017.

Des millions de personnes restent enfermées dans le piège de l'extrême pauvreté, et l'accès à l'éducation et à la santé reste hors de portée pour de nombreuses femmes et filles.

Les femmes âgées de 25 à 34 ans ont généralement **25 % plus de risques** de vivre dans une **pauvreté extrême** que les hommes du même âge.



PRÈS DE 500 MILLIONS

des femmes et des filles âgées de 15 ans et plus sont **analphabètes**.

En 2019,

190

millions de femmes

en âge de procréer dans le monde qui désiraient éviter une grossesse **n'ont pas utilisé de méthode de contraception**.

En Afrique sub-Saharienne,

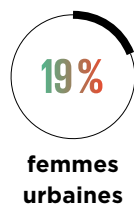
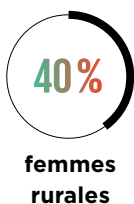
3 infections HIV sur 5

parmi les jeunes

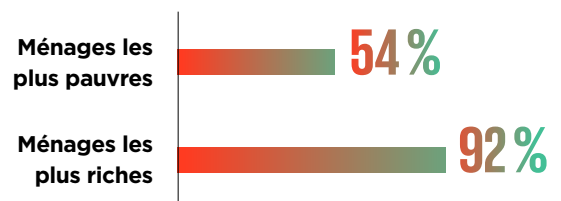
de 15 à 19 ans concernent **des filles**.

Les femmes et les filles issues des ménages pauvres et ruraux font face à des formes sévères de discrimination et d'exclusion

Dans 59 pays, les femmes et les filles âgées de 15 à 49 ans issues des **ménages pauvres** courent **quatre fois plus de risques** d'être **analphabètes** que celles qui viennent des **ménages riches**. L'écart entre les femmes rurales et les femmes urbaines se décline comme suit :



Dans 64 pays, un **professionnel de la santé était présent pendant l'accouchement** :



NE LAISSER AUCUNE FEMME NI FILLE DE CÔTÉ

Intersectionnalité (nom)
/'in(t)əʁsekSHə'nalədē/

« La manière complexe et cumulative par laquelle les effets des différentes formes de discrimination (telles que celles fondées sur la race, la classe et le genre) se conjuguent, se chevauchent ou interagissent. »

En d'autres termes, que vous soyez né fille ou garçon, où que vous naissiez, quel que soit la profession exercée par vos parents, le groupe ethnique auquel vous appartenez, entre autres caractéristiques, définit dans une large mesure vos chances dans la vie.

NIGÉRIA

49,4%



des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ont achevé un maximum de six années d'éducation par rapport à 35,2 % d'hommes et de garçons.



4,5%

99,5 % des femmes et des filles Fulani vivant dans les ménages ruraux les plus pauvres ne font pas plus de six années d'études

par rapport à 4,5 % des femmes et des filles Igbo vivant dans les ménages urbains les plus riches.

COLOMBIE



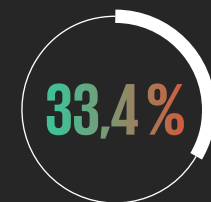
Les femmes âgées de 18 à 40 ans vivant dans les zones rurales courent



12 fois



plus de risques que celles vivant dans les zones urbaines de ne pas bénéficier de soins de santé qualifiés pendant leur accouchement.



des femmes autochtones

vivant dans les ménages ruraux les plus pauvres accouchent sans l'aide d'un professionnel de santé.

BANGLADESH

95,2%



des femmes rurales les plus pauvres âgées de 20 à 49 ans provenant de Rangpur ont été

mariées avant l'âge de 18 ans

par rapport à

41,3%



des femmes urbaines les plus riches de Sylhet.

Ces moyennes nationales ne restituent pas l'intégralité de l'histoire. Comme le montrent ces exemples d'analyse intersectionnelle, lorsque les inégalités se conjuguent ou se chevauchent, les femmes qui se situent à ces intersections subissent des désavantages importants.

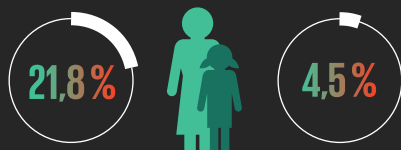
En adoptant le Programme 2030, les gouvernements se sont engagés à « ne laisser personne de côté ». Cet engagement implique qu'ils doivent investir dans des données, dans la recherche et des analyses novatrices qui rendent compte des besoins des femmes et des filles faisant face à des formes de discrimination qui se chevauchent. En utilisant ces données, des politiques et programmes inclusifs, fondés sur des éléments probants, doivent être adoptés pour venir à bout des injustices passées, combattre la stigmatisation et les stéréotypes et veiller à ce que les voix des femmes et des filles exclues soient entendues. Ce faisant, il sera possible de traduire en réalité la promesse de ne laisser personne de côté.

PHILIPPINES

13,7%

des femmes et des filles

âgées de 15 à 49 ans ont indiqué **n'avoir aucun pouvoir décisionnaire** concernant leurs propres soins de santé, revenus ou les achats onéreux du ménage.



21,8 % des **femmes et des filles Cebuana vivant dans les ménages ruraux les plus pauvres** indiquent qu'elles n'ont **pas leur mot à dire**.

par rapport à 4,5 % des **femmes et des filles Tagalog vivant dans les ménages urbains les plus riches**.

KENYA

73,3%



des femmes et des filles de Kalenjin âgées de 15 à 49 ans issues des **ménages ruraux les plus pauvres n'ont pas accès à des sources d'approvisionnement en eau améliorées** par rapport à

0,8%

des femmes Kikuyu issues des **ménages urbains les plus riches**.



IRAQ

Pendant la guerre d'Iraq et après la guerre, **le taux de fécondité des adolescentes a augmenté de 30 %** entre 2003 et 2010, en raison notamment des taux de mariage précoce plus élevés.

25,4%

des jeunes femmes issues des **ménages les plus pauvres** de la région du Kurdistan ont eu **un enfant avant l'âge de 18 ans** par rapport à



9,9%

des jeunes filles vivant dans **les ménages les plus riches** dans la **région sud/centrale** du pays.

À L'ABRI DE LA VIOLENCE, DE LA STIGMATISATION ET DES STÉRÉOTYPES



Le monde reste un endroit dangereux pour les femmes. Vingt-cinq ans après Beijing, la violence à l'égard des femmes et des filles demeure à l'échelle mondiale une violation extrêmement répandue des droits humains. Des facteurs de maltraitements profondément enracinés persistent, et les avancées rapides de la technologie ont ouvert de nouveaux espaces numériques où les femmes sont menacées, intimidées et harcelées.

Au cœur de cette crise, on a pourtant assisté à des progrès importants.

Trois quarts des pays disposent maintenant de lois contre la violence conjugale et il apparaît de plus en plus clairement que la violence peut être évitée. Le nombre de mariages d'enfants, précoces et forcés, notamment dans certains pays d'Asie, a récemment baissé. On a également assisté à des progrès dans les efforts pour mettre fin aux mutilations génitales féminines (MGF).

Aujourd'hui, les femmes et les filles rompent le silence qui a protégé les auteurs de violences sexistes pendant si longtemps. Un projecteur a été braqué sur les violences et le harcèlement auxquels les femmes sont confrontées sur leurs lieux de travail et dans leurs foyers. Dans chaque région, des mouvements de femmes exigent de mettre fin à l'impunité dont bénéficient les hommes et de proclamer une nouvelle ère de responsabilité.

L'action mondiale doit répondre aux demandes de ces mouvements puissants. De nouvelles lois doivent être promulguées et adoptées pour mettre fin à la violence contre les femmes, outre la mise en place de services correctement financés et coordonnés pour les survivantes. Les stratégies de prévention ne doivent pas être limitées à des campagnes de sensibilisation et des initiatives isolées. Il faut plutôt adopter des approches à long terme qui ont l'audace de lutter contre les structures de pouvoir inégalitaires qui sont à l'origine de la violence infligée contre des millions de femmes et de filles dans le monde.

Les communautés ont le pouvoir de faire évoluer les choses

La mobilisation et l'activisme communautaires sont en train de devenir des facteurs vitaux et énergisants dans les efforts pour prévenir la violence contre les femmes et les filles.

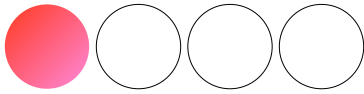
- Le projet SASA! a vu le jour en Ouganda pour défier et faire évoluer les comportements, les normes et les mentalités au sein des communautés qui continuent à normaliser et à commettre des violences contre les femmes. Il a déjà obtenu des résultats importants : une étude a conclu que les niveaux de violence physique de la part d'un partenaire étaient 52 % plus faibles dans les lieux où le projet SASA! était opérant par rapport à d'autres communautés.⁸
- Le Système de réponses rurales (SRR) œuvre dans les zones centrales et littorales du Ghana. L'équipe est parvenue à réduire les violences physiques et sexuelles commises par un partenaire intime et les niveaux de dépression indiqués par les femmes en remettant en question les mentalités et en aidant les femmes à contacter les services.⁹
- Dans les communautés touchées par les conflits de la République démocratique du Congo (RDC), les dirigeants religieux ont été formés à montrer l'exemple en termes d'égalité des sexes et de non-violence et à sensibiliser les personnes. Les évaluations montrent que cette approche a diminué par deux les violences physiques et sexuelles commises par un partenaire et a modifié les mentalités qui justifient la violence à l'encontre de sa femme et la perception que les rapports sexuels sont une prérogative masculine.¹⁰

Redoubler d'efforts pour mettre fin aux violences à l'égard des femmes et des filles

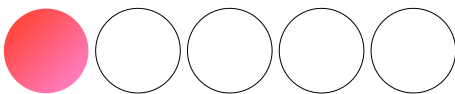
Les taux de mariages d'enfants et de MGF ont baissé, mais des millions de filles sont toujours touchées

Les mariages d'enfants ont progressivement baissé depuis 1995 passant de

1 sur 4



à environ 1 sur 5 de nos jours.

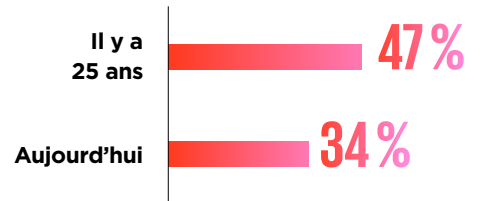


Cependant,

12 millions de filles

se marient encore avant l'âge de 18 ans chaque année, et de nombreuses autres restent exposées à ce risque.

Le pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui ont subi des MGF dans 31 pays :



Parmi ces adolescentes, 1 fille sur 3 est coupée par un professionnel de la santé.

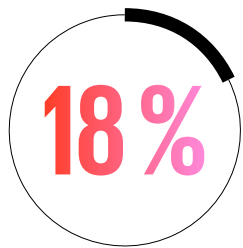
Les femmes se rebellent : Le pouvoir de l'action collective pour mettre fin à l'impunité

#MeToo #TimesUp
#BalanceTonPorc #NiUnaMenos



Les femmes du monde entier se rallient pour exiger que les auteurs de violences sexuels et de harcèlement au travail et dans d'autres lieux publics rendent des comptes.

Le long chemin à parcourir : les violences à l'encontre des femmes et des filles restent très répandues et insuffisamment signalées



des femmes et des filles

âgées de 15 à 49 ans qui ont déjà été en couple ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur partenaire actuel ou ancien au cours des 12 derniers mois.

Les survivantes sont stigmatisées et humiliées.

Moins de

40%

des femmes qui subissent des violences signalent ces infractions ou cherchent une aide.

Les espaces numériques sont utilisés pour perpétrer un nouveau type de violence sexiste.

Dans l'Union européenne,

1 femme sur 10

indique avoir subi du cyber-harcèlement depuis l'âge de 15 ans.

Parmi les adolescentes et les jeunes âgés de 18 à 29 ans, cette proportion passe à

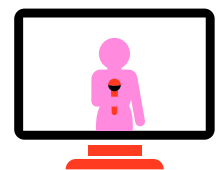
1 femme sur 5

Au niveau mondial, seulement

1 journaliste sur 3

est une femme.

La sur-représentation des hommes dans les médias joue un rôle vital dans la persistance des stéréotypes sexistes négatifs.



PARTICIPATION, RESPONSABILITÉ ET INSTITUTIONS



Les femmes s'engagent dans la politique en nombres plus importants que jamais, même si les changements ont été lents. Au cours des 25 dernières années, le pourcentage de femmes occupant des sièges au parlement (chambres basses ou uniques) est passé d'un chiffre très bas à 25 %, ce qui représente plus que le double. Cette évolution s'est effectuée non seulement grâce à des changements dans les systèmes électoraux et à l'utilisation des quotas de femmes, imposés par la loi, mais également grâce à la détermination, la ténacité et au courage des femmes qui sont devenues politiciennes.

Les hommes dominent toujours la politique, détenant plus de deux tiers des sièges parlementaires. Seulement 14 pays attribuent au moins 50 % des sièges aux femmes dans leurs cabinets. Les gouvernements et les partis politiques restent trop frileux dans leurs projets de faire de la représentation égalitaire une réalité. Ils doivent sélectionner et appuyer les femmes candidates, fournir des fonds pour les campagnes et mettre fin aux violences inacceptables auxquelles sont confrontées les femmes lorsqu'elles s'engagent dans la politique.

Les mouvements féministes vigoureux sont les fondements de démocraties prospères et les moteurs d'une réforme sociale et juridique positive. Ils jouent un rôle essentiel dans l'obligation qui incombe aux gouvernements de rendre des comptes. Pourtant, dans de nombreuses régions du monde, leur travail et financement sont de plus en plus restreints. Les défenseuses des droits des femmes et les politiciennes font face à des campagnes de diffamation politiques, des attaques physiques, du harcèlement et de l'intimidation. Malgré ces menaces, de nouvelles générations de jeunes féministes continuent d'injecter de l'énergie et des stratégies novatrices dans la lutte en faveur des droits des femmes.

Les institutions sensibles au genre, y compris les mécanismes mis en place en faveur des femmes au niveau national, sont indispensables pour s'assurer que l'égalité des sexes est intégrée à tous les échelons des politiques gouvernementales, de la planification et du budget. Ils ont pourtant besoin de ressources, d'autorité et de capacités pour mener ces efforts efficacement. Des progrès positifs ont été constatés en termes de budgétisation sexo-spécifique. Sur 69 pays et régions, 13 ont indiqué disposer de systèmes complets de suivi des crédits en faveur de l'égalité des sexes et 41 autres ont pris des mesures pour mettre en place une budgétisation sexo-spécifique.¹¹

Il reste cependant encore beaucoup de chemin à parcourir car, dans l'ensemble, le financement en faveur de l'égalité des sexes demeure tragiquement insuffisant pour relever un défi d'une telle ampleur.

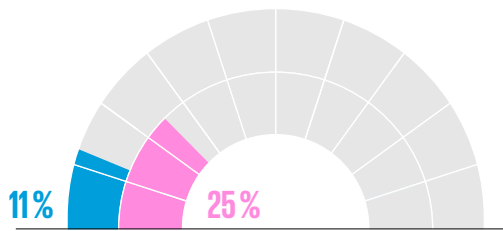
Les succès encourageants des quotas en faveur des femmes dans la sphère politique

Depuis 1995, les quotas en faveur des femmes, notamment des candidates politiques, et les sanctions qui peuvent s'appliquer en cas de non-respect, sont devenus l'outil le plus efficace pour accroître la représentation des femmes dans la vie politique. Ils ont permis d'augmenter le nombre de femmes qui entrent dans la politique, remettant en question la croyance ancrée dans de nombreux pays que les hommes sont faits pour être les leaders. En 2019, environ 80 pays ont mis en place des quotas en faveur des femmes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Programme d'action de Beijing a exercé des pressions internationales supplémentaires et impulsé un nouvel élan aux campagnes nationales déjà à l'œuvre. Les quotas en faveur des femmes ont été introduits dans la plupart des pays de la région, en particulier ceux qui disposaient de systèmes de représentation électorale proportionnels.¹² Il en est résulté qu'en 2019, l'Amérique latine et les Caraïbes disposaient de la proportion la plus élevée de sièges parlementaires féminins dans le monde, soit 31,6 %.

Les femmes exigent d'obtenir une représentation et un pouvoir égaux dans la vie politique

Il y a plus de femmes dans la politique que jamais

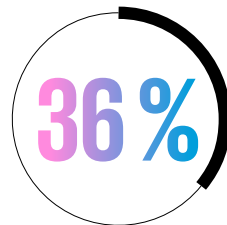
Dans le monde,



25 % des sièges parlementaires

sont désormais **occupés par des femmes**, soit le double de la proportion de 1995 (11 %).

Le pourcentage de postes qui donnent accès à une prise de décision au niveau local est plus élevé : les femmes détiennent



des sièges élus dans les organes de délibération locaux.

Pendant les élections de 2019, les femmes ont obtenu

30 %

des sièges parlementaires

dans les **pays ayant institué des quotas**, par rapport à

18 %

dans les **pays ne disposant pas de quotas.**

Malgré les progrès accomplis, les femmes sont toujours largement exclues de la politique, de l'élaboration des politiques et des budgets

Les femmes représentent 50 % ou plus des **membres des cabinets** dans

14 pays seulement.

Dans

80 % des pays disposant

de données, des plans nationaux visant à atteindre l'égalité des sexes ont été adoptés. **Seulement un tiers de ces plans ont été chiffrés et disposent de ressources suffisantes.**

Dans le monde, une grande proportion de femmes et d'hommes **pensent que les hommes font de meilleurs leaders politiques** que les femmes



Les femmes autochtones restent considérablement sous-représentées dans la politique. Les données provenant de 28 pays ont conclu que



15 pays disposaient au moins d'une députée autochtone

4 pays disposaient seulement de députés hommes autochtones

9 pays ne disposaient d'aucun député autochtone.

Les femmes subissent des menaces et des attaques meurtrières

L'ONU a **enregistré et vérifié**

187 meurtres de femmes

défenseuses des droits de l'homme, de femmes journalistes et syndicalistes dans 41 pays depuis 2015.

Retour de bâton contre les politiciennes :

La violence et le harcèlement sont une réalité quotidienne, mais **leur pleine ampleur n'a pas été mesurée** à l'échelle mondiale.



VOIX FÉMINISTES

Des millions de personnes dans le monde sont du bon côté de l'histoire au quotidien. Elles se font entendre, se mobilisent et prennent des petites et des grandes mesures pour promouvoir les droits des femmes.

Peggy Antrobus

Militante féministe des Caraïbes, auteure et leader de la délégation jamaïcaine à la première Conférence mondiale sur les femmes.

« À l'occasion des conférences d'ONU femmes, les femmes du monde entier se sont d'abord rencontrées dans une procédure soutenue qui a pris de plus en plus d'ampleur... dans le but de nourrir et d'élargir ce mouvement d'une manière que même ses actrices les plus puissantes n'auraient jamais imaginé. »

Sana Afouaiz

Directeur de Womenpreneur, qui promeut l'entreprenariat des femmes et leur rôle dans la technologie et l'innovation dans les États arabes.

« Les droits des femmes ne sont ni des actes de charité ni des privilèges, ce sont des droits humains. »

Sharon Bhagwan-Rolls

Militante des droits des femmes du Pacifique et présidente du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés.

« Presque 20 ans après l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, nous ne devons pas seulement nous asseoir autour de la table des négociations de paix. Nous devons reconfigurer cette table. »



Vanessa Nakate

Militante ougandaise des droits des femmes et du climat et fondatrice du mouvement Rise Up.

« Le changement climatique ne provoque pas seulement des inondations et des catastrophes, beaucoup de rêves de fillettes sont détruits également... Le changement climatique est une question sociale, une question qui touche à l'égalité des sexes. »

Racha Haffar

Fondatrice et présidente de 'Not 4 Trade,' la première ONG qui lutte contre la traite des êtres humains en Tunisie.

« Je veux créer un monde meilleur où chacun de nous vivra sur un pied d'égalité et sera respecté, quel que soit son genre, son sexe et son orientation sexuelle. Je ne peux pas croire qu'au XXIème siècle, nous soyons encore en train de nous battre pour l'égalité des sexes. Nous devons écraser le patriarcat ! »

Pip Gardner

Leader et activiste LGBTI au Royaume-Uni.

« L'homophobie et la transphobie sont encouragées par la discrimination sexuelle, il s'agit des mêmes forces et des mêmes arguments que ceux qui fondaient la discrimination contre toutes les femmes. Nous devons nous rassembler et prendre conscience que nous menons la même bataille : nous voulons que les droits humains soient respectés et défendus quels que soient notre genre et notre sexualité. »

Ana Peláez Narváez

Militante espagnole des droits des personnes ayant un handicap et première femme ayant un handicap à être représentée au Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

« Bien qu'il y ait 600 millions de femmes ayant un handicap dans le monde, nombre d'associations luttant en faveur des droits de ces personnes ne prennent pas en compte les dimensions sexospécifiques et nombre d'associations féministes ne comptabilisent pas les femmes avec un handicap. On ne doit rien faire concernant les handicaps sans que les femmes ayant un handicap n'y participent. »

Teodora Mileska

Étudiante en Macédoine du Nord et éducatrice pour les pairs en faveur d'une éducation sexuelle complète.

« L'égalité des sexes ne concerne pas les femmes, elle concerne tout le monde. Chaque nouvelle personne qui se joint au mouvement des droits des femmes le rend plus fort et plus adapté. »

Alicia Garza

Co-fondatrice de Les vies des Noirs Comptent (Black Lives Matter), États-Unis.

« Ma définition du féminisme est un système social, politique et économique grâce auquel tous les genres sont valorisés, respectés et peuvent vivre des vies dignes. »

Maria Alejandra Rodriguez Acha

Directrice co-exécutive de FRIDA, le Jeune Fonds Féministe au Pérou.

« La lutte en faveur de la justice sociale n'est pas distincte de la lutte en faveur de la viabilité environnementale. Les personnes les plus pauvres, les femmes autochtones rurales, notamment, sont les plus impactées par les catastrophes naturelles. »



Jaha Dukureh

Ambassadrice de bonne volonté pour l'Afrique d'ONU Femmes, rescapée de la mutilation génitale féminine et du mariage précoce.

« Nous devons travailler avec les dirigeants religieux et traditionnels, les communautés d'hommes, de garçons et de parents qui pensent autrement. Nous devons écouter et comprendre leurs raisons et leurs systèmes de pensées avec respect... Cette approche permettrait de créer un environnement favorable aux dialogues et aux avancées des normes sociales, des mentalités et des changements de comportement. »

Wazhma Frogh

Militante des droits des femmes afghane et co-fondatrice de l'organisation Women and Peace Studies, Afghanistan.

« Les femmes font tout ce qu'elles peuvent pour participer au processus de paix. Et lorsqu'il devient inclusif, il n'intègre pas seulement des femmes, mais aussi de nombreux hommes qui n'ont pas eu la chance d'être entendus.... Nous parlons de besoins des communautés, de la justice, des écoles, de la santé, de l'éducation, pas seulement des hommes qui décident quels postes de pouvoir ils vont détenir. »

Natasha Wang Mwansa

Militante zambienne des droits à la santé et de l'égalité des sexes et plus jeune récipiendaire de la Médaille de la santé mondiale OMS.

« Nous n'allons pas rester bien longtemps des bénéficiaires... Nous avons besoin de positions de pouvoir. Nous voyons des améliorations lorsque les jeunes disent « ça suffit » et agissent pour influencer les décisions qui sont prises. »

DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES



Le leadership des femmes n'a jamais été aussi indispensable pour construire des sociétés pacifiques et inclusives. Au cours des 25 dernières années, les conflits et les crises humanitaires sont devenus plus complexes, violents et prolongés. Dans le même temps, les dépenses militaires ont presque doublé, atteignant 1,82 billions de dollars américains en 2018.

Les femmes doivent jouer un rôle crucial en période de conflit et de crise. Pendant la guerre et les périodes d'instabilité, elles subissent souvent des niveaux de violence et d'inégalité accrus. Elles jouent pourtant souvent de nouveaux rôles en tant que soutiens de famille, combattantes, premiers responsables et leaders des mouvements de paix.

Lorsque les groupes de femmes et les dirigeants participent activement aux négociations de paix, les accords sont promulgués et mis en œuvre plus aisément. Au niveau local, ce sont souvent les femmes qui résolvent les tensions communautaires, qui négocient les cessez-le-feu ou créent des zones civiles sûres.

Un nombre croissant de pays reconnaissent le rôle essentiel du leadership des femmes pendant ces périodes troublées. Mais les négociateurs de paix, les organisations internationales et les gouvernements doivent être plus audacieux et insister pour que les femmes obtiennent des sièges à la table des négociations sur la paix.

Davantage de ressources et de fonds doivent être alloués aux organisations des femmes qui œuvrent aux premières lignes des interventions humanitaires et de la consolidation de la paix locales. L'accès à la justice doit être amélioré et les services qui répondent aux violences sexistes et les combattent doivent être renforcés pour que les femmes puissent jouer ce rôle crucial de consolidation de la paix.

Le rôle pivot des femmes dans les négociations de paix et son maintien

Les nombreux processus de paix témoignent du fait que les femmes jouent un rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre des accords de paix inclusifs et durables.

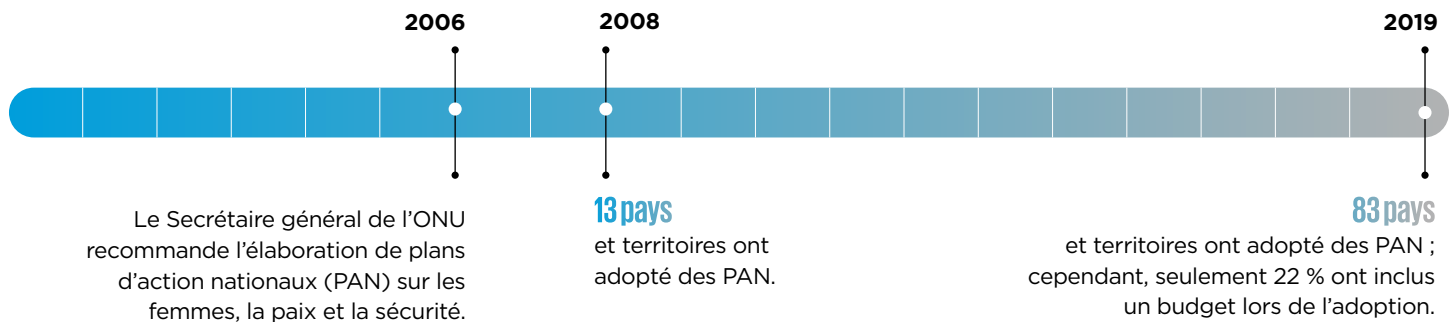
En Colombie, les groupes de la société civile ont convoqué un Sommet national des femmes et de la paix afin d'exiger que les femmes soient autorisées à participer aux pourparlers sur la paix. En conséquence, 20 % de l'équipe des membres du Gouvernement chargée des négociations et 43 % des délégués des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia) (FARC) étaient des femmes. Ces négociatrices ont donc œuvré de concert avec les organisations des femmes pour élargir le programme de paix et inclure des droits fonciers pour les femmes autochtones, des réparations pour les violences sexuelles et sexistes et la participation des femmes.¹³

Au Soudan du Sud, 44 organisations de femmes ont créé la « Coalition des femmes » pour renforcer l'influence des femmes dans le processus de paix. Elles ont constitué une force motrice dans les pourparlers officiels sur la paix à Addis-Abeba, apportant un appui technique aux participantes. Elles ont également négocié un pacte pour veiller à ce que les femmes représentent 35 % des membres des organes exécutifs lors de l'accord de paix.¹⁴

La réalisation des droits des femmes sous-tend tous les efforts pour construire des sociétés pacifiques et inclusives

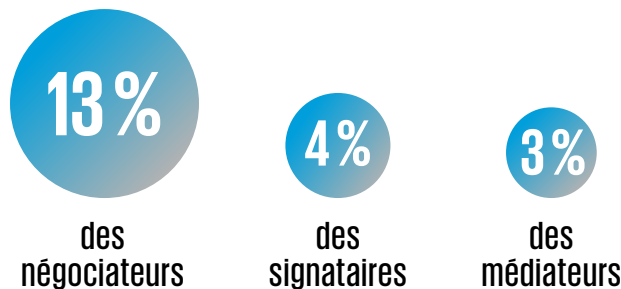
Les droits des femmes dans le programme sur la paix et la sécurité

Depuis 1995, **17 cadres normatifs historiques**, y compris les 10 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ont souligné que les femmes étaient indispensables à la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Les plans d'action nationaux ont un rôle moteur dans la mise en œuvre.



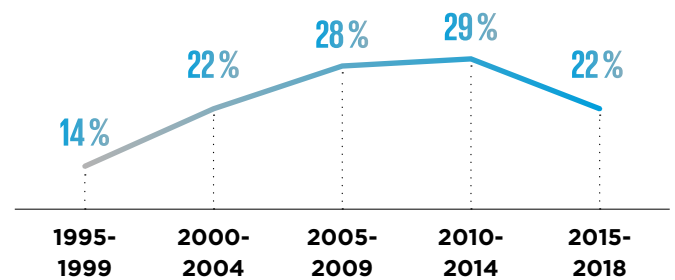
Malgré leur rôle essentiel, les femmes sont souvent exclues des processus de paix

Entre 1992 et 2018, seulement



dans les **grands processus de paix** étaient de femmes.

Les accords de paix qui incluaient des dispositions sur les femmes, les filles et les questions de genre :

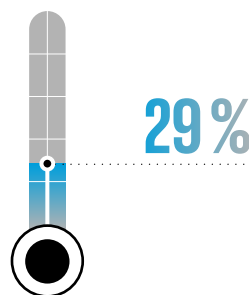


Les violences à l'égard des femmes augmentent dramatiquement pendant les conflits et les crises

Au moins

1 femme sur 5 femmes réfugiées ou déplacées a subi des violences sexuelles.

Objectif



Seulement 3 dollars sur les 10 nécessaires pour lutter contre les violences sexistes dans les crises humanitaires ont été recueillis en 2019, ce qui a généré un **écart de financement** de

132 millions de dollars américains.

ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT ET VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



L'urgence climatique mondiale est la plus grande crise à laquelle l'humanité ait été confrontée. En 2020, le monde est au bord d'un effondrement écologique total. Des millions de personnes ont déjà été touchées par le climat qui se détériore à vue d'œil, la dégradation des terres et la perte de la biodiversité, qui aggraveront encore la pauvreté, les conflits et les inégalités actuels.

Les femmes et les filles des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées sont celles qui ont le moins contribué à l'urgence climatique actuelle, mais ce sont elles qui pâtissent le plus de ses effets catastrophiques. L'accès des femmes aux terres, déjà restreint, est sapé par la dégradation environnementale et l'appropriation des terres. Les pénuries alimentaires et hydriques, la pollution de l'air et les catastrophes liées au changement climatique de plus en plus sévères telles que les sécheresses, les inondations et les feux de forêt ont des conséquences disproportionnées sur leur santé et leurs droits.

Une action transformative doit être menée par les gouvernements, les entreprises et la société civile pour atténuer les conséquences les plus dramatiques des crises climatiques et environnementales. Les anciennes stratégies polluantes et non viables doivent être remplacées par des nouveaux modèles verts qui mettent l'accent sur le bien-être écologique et social. Les femmes et les filles doivent faire partie intégrante de la solution. Elles ont été aux premières lignes de l'action en faveur du climat et des mouvements environnementaux pendant des décennies et leur participation aux efforts de conservation et de gestion des ressources naturelles a obtenu de meilleurs résultats. Il est temps de les écouter – dans leurs communautés, dans la rue et pendant les pourparlers mondiaux sur le climat – si l'on veut espérer sauver la planète et l'humanité.

Les femmes et les filles exigent un avenir meilleur

Alors que la crise environnementale s'intensifie, une nouvelle vague de mouvements féministes exhortant à la justice climatique et environnementale a émergé pour poursuivre le travail de générations de femmes activistes avant elle.

Dans le monde, des millions de femmes et de filles se mobilisent pour exiger la fin du pillage des ressources naturelles, de la consommation non viable et néfaste et de l'accumulation des richesses. L'approche intersectionnelle de groupes tels que Haus of Khameleon, dirigé par des jeunes féministes transgenre aux Fidji et dans le Pacifique, établit des liens cruciaux entre la justice écologique et la justice de genre, la paix et la sécurité. Les mouvements de jeunes en faveur du climat établissent les priorités en vue de changements transformateurs. Plus de 13 millions de jeunes dans près de 200 pays et territoires ont pris part à des grèves dans le cadre de 89 000 manifestations scolaires, inspirées par l'activisme de Greta Thunberg, Vanessa Nakate et d'autres jeunes activistes du climat dans le monde.¹⁵

Malgré des progrès très lents dans l'ensemble, le travail de Women and Gender Constituency, qui vise à intégrer les droits des femmes dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a permis d'obtenir un nouveau plan d'action en faveur de l'égalité des sexes sur 5 ans pour donner plus de poids à la justice de genre dans les réponses sur le climat, qui ont été retenues à la Conférence des parties (COP 25) en 2019.¹⁶

La justice climatique et la viabilité environnementale dépendent de l'égalité des sexes et du leadership des femmes et des jeunes

Pas de temps à perdre : les jeunes se mobilisent par millions pour dénoncer l'inaction face à l'urgence climatique

« Les générations futures vous regardent. Et si vous décidez de nous laisser tomber, je le dis : nous ne vous le pardonnerons jamais. »

Greta Thunberg—Sommet pour le climat de l'ONU, New York, le 23 septembre 2019

13 millions



de jeunes

dans plus de 200 pays et territoires se sont levés **pour protester et exiger une action gouvernementale en faveur d'un monde « zéro carbone ».**

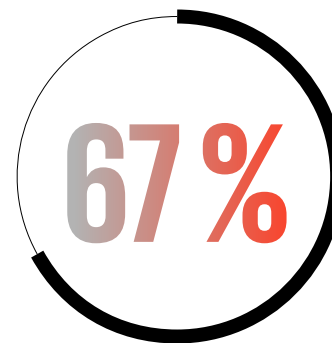
Ceux qui détiennent le pouvoir n'agissent pas

Le monde doit décider de **changer radicalement ses modèles de production et de consommation** au moment où les émissions nocives **continuent d'augmenter**. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de

48 % entre 1990 et 2016.

En 2019, les quantités de **CO2 retenant la chaleur** dans l'atmosphère avaient atteint le niveau le plus élevé jamais observé dans la nature depuis 800 000 ans.

Les voix des femmes et des filles ne sont pas entendues :



des rôles décisionnaires sont joués par les hommes

à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris.

Ceux qui émettent le moins sont ceux qui souffrent le plus

L'**Américain** et l'**Australien** moyens sont responsables d'émissions qui représentent autant de **CO2** en

2,3 jours

qu'un **Malien** ou un **Nigérian** moyen en

une année.



La crise climatique et environnementale touchera particulièrement **ceux qui ont un accès restreint à la terre, aux ressources** ou aux moyens de subvenir à leurs besoins. Au niveau mondial,

39 %

des femmes employées

travaillent dans les secteurs **agricole, forestier et les pêcheries**, mais seulement

14 %

des propriétaires agricoles

sont des femmes.

Les catastrophes climatiques peuvent accroître les violences à l'égard des femmes et des filles. Les déplacements et les migrations massives peuvent créer des conditions de vie précaires, une pauvreté et un isolement accrus et exposer les femmes et les filles aux violences et aux maltraitements.

CONCRÉTISER LA VISION DE BEIJING

En **2020**, une fille de 15 ans...

est susceptible de vivre dans un pays où l'extrême pauvreté reste répandue

Il y a 60 millions de filles de 15 ans dans le monde, 89 % d'entre elles vivent dans les régions les moins développées où la pauvreté est répandue.

bénéficie d'un meilleur accès à l'éducation, mais les filles des régions pauvres et rurales font toujours face à des obstacles

On estime que 32 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire sont déscolarisées par rapport à 27 millions de garçons.

risque de subir des violences et des pratiques néfastes, y compris de la part de son partenaire

1 adolescente sur 5 âgée de 15 à 19 ans a déjà subi des violences de la part de son partenaire au cours des 12 derniers mois.

En **2030**, les filles qui ont aujourd'hui 15 ans **seront des femmes de 25 ans**. Au cours des prochaines 10 années, il faut mener des actions qui fassent évoluer la situation afin qu'elles puissent...

bénéficier des mêmes droits au sein du mariage.

Actuellement, la loi contraint de nombreuses femmes à obéir à leur époux (dans 19 pays) et le viol marital n'est souvent pas explicitement pénalisé (dans 111 pays).

doit faire face à des responsabilités en matière de soins et de travaux domestiques.

Dans le monde, les filles âgées de 10 à 14 ans consacrent environ 9 heures par semaine à des tâches ménagères, 50 % de plus que les garçons.

couvre toujours un risque élevé de tomber enceinte, notamment là où l'accès aux moyens de contraception moderne est limité et l'éducation à la sexualité est médiocre ou inexistante.

Il y a eu 62 millions de naissances provenant d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans entre 2015 et 2020, la plupart d'entre elles se produisant dans les régions les moins développées (96 %).

atteindre le niveau d'éducation de son choix et avoir accès à des perspectives professionnelles qui lui conviennent.

Actuellement, 31 % des jeunes filles dans le monde n'ont pas d'emploi, ne sont pas scolarisées et ne reçoivent pas de formation par rapport à 14 % des jeunes hommes.

avoir les mêmes chances que les hommes d'équilibrer leur emploi et les activités de soins.

Actuellement, les femmes accomplissent plus de travail de soins non rémunérés que les hommes, limitant leurs chances d'obtenir des emplois rémunérés : 58 % des femmes âgées de 25 à 29 ans sont sur le marché du travail par rapport à 90 % des hommes.

disposer d'un revenu propre et mener une vie à l'abri de la pauvreté.

Actuellement, davantage de femmes que d'hommes vivent dans la pauvreté : les données provenant de 91 pays montrent que 50 millions de femmes âgées de 25 à 34 ans vivent dans les ménages les plus pauvres du monde par rapport à 40 millions d'hommes du même âge.

En 2020, une fille de 15 ans est sur le point d'entrer dans la vie adulte. Elle n'était même pas née en 1995, lorsque les féministes se sont réunies à Beijing, mais grâce à la vision et aux efforts collectifs menés depuis par les gouvernements et la société civile, ses chances ont augmenté.

Néanmoins, comme le montre ce rapport, il y a encore du chemin à accomplir avant que les adolescentes ne disposent des bases qui leur permettront de réaliser leur potentiel dans la vie. Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les filles qui subissent des formes multiples de discrimination. La divulgation de ces moyennes montre que pour celles qui vivent dans des zones rurales, qui souffrent d'un handicap ou qui appartiennent à une minorité ethnique, les promesses du Programme d'action de Beijing et du Programme 2030 sont très loin d'être réalisées.

En 2030, les filles âgées de 15 ans aujourd'hui auront 25 ans. Sans une action urgente, elles continueront de subir des inégalités et des discriminations inacceptables. Cela n'est pas forcément irréversible. La Décennie d'action de l'ONU pour répondre aux objectifs de développement durable peut changer la donne au niveau mondial pour les générations actuelles et futures de femmes et de filles.

Les exemples donnés dans ce rapport montrent qu'il est possible et nécessaire d'inverser la tendance. Les pays de toutes les régions ont renforcé les services d'éducation, de santé et de garde d'enfants, apportant des gains importants en termes de droits des femmes et des filles ainsi que pour les sociétés et les économies dans leur ensemble. Des stratégies qui ont fait leurs preuves montrent que la violence à l'égard des femmes et des filles peut être prévenue en s'attaquant aux rapports de force iniques qui les sous-tendent. Lorsque les gouvernements font preuve de suffisamment de volonté politique pour utiliser des quotas en faveur des femmes, les résultats peuvent radicalement changer la donne en termes de participation politique des femmes. Nommer des femmes exerçant à des postes de pouvoir, dans la politique, dans les

processus de paix et dans la gestion environnementale donne de meilleurs résultats pour tout le monde.

Il est désormais nécessaire de déployer un effort concerté pour renforcer, élargir et approfondir les politiques et programmes qui peuvent accélérer les progrès concernant l'égalité des sexes. ONU Femmes a lancé six coalitions d'actions avec des parties prenantes multiples sur des questions qui ont le potentiel de réaliser la vision du Programme d'action de Beijing.

Au cœur de chacune de ces coalitions d'actions, il y a les droits des adolescentes. L'accent sera placé sur la réalisation de progrès dans les contextes difficiles de conflits et de crises dans toutes ces coalitions d'actions. Des leviers transversaux promouvoir les changements, en utilisant notamment les données et la recherche pour s'assurer que les politiques et les programmes se fondent sur des éléments probants ; transformer les normes sociales et les mentalités à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes ; et créer un environnement juridique et politique favorable.



Aller de l'avant vers la prochaine décennie...

Les voix des femmes et de la société civile

Le compte rendu de Beijing par le Secrétaire général

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Le Programme d'action de Beijing

COALITIONS D' ACTIONS

Les Coalitions d'actions sont des initiatives mondiales, novatrices menées par de multiples parties prenantes qui mobiliseront les gouvernements, la société civile, les agences de l'ONU et le secteur privé afin de servir de catalyseur à une action collective et stimuler des investissements publics et privés accrus pour obtenir des résultats concrets, qui changent la donne, et promouvoir l'égalité pour les femmes et les filles.

Tournées vers la Décennie d'action de l'ONU, ces Coalitions d'actions insuffleront une nouvelle énergie, des idées novatrices et des ressources pour accélérer les progrès vers la réalisation tant du Programme d'action de Beijing que du Programme à l'horizon 2030 pour toutes les femmes et les filles.



LEVIERS TRANSVERSAUX :

Apprendre :

Données et éléments probants

Influencer :

Normes
Lois et politiques

Construire et fournir :

Financement
Éducation
Fourniture de services

Mettre l'accent sur les contextes de conflits et de crises à travers toutes les Coalitions d'actions.

Notes de fin

- ¹ UNESCO, 2018.
- ² Ortiz et Cummins, 2019.
- ³ SIPRI, 2019.
- ⁴ OCDE, 2019; Müller et Wrohlich, 2020.
- ⁵ Ministerio de Desarrollo Social, Gobierno de Chile, 2017.
- ⁶ Clark et al., 2019.
- ⁷ Olson et Piller, 2013; Dieudonne et al., 2016.
- ⁸ Abramsky et al., 2016.
- ⁹ Jewkes et al., 2019.
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ UNSD, 2018.
- ¹² Krook, 2006.
- ¹³ Bouvier, 2017.
- ¹⁴ Kezie-Nwoha et Were, 2018.
- ¹⁵ Fridays for Future, 2020.
- ¹⁶ WEDO, 2019.

Crédits photos

Sana Afouaiz

Remerciements à Sana Afouaiz

Peggy Antrobus

FNUAP/Brooks La Touche Photography

Sharon Bhagwan-Rolls

ONU Femmes/Ryan Brown

Jaha Dukureh

ONU Femmes/Ryan Brown

Wazhma Frogth

Photographie par Jim Wells CC BY-NC 2.0

Pip Gardner

ONU Femmes/Antoine Tardy

Alicia Garza

Filip Wolak via CC BY-NC-SA 2.0

Racha Haffar

ONU Femmes/Ryan Brown

Teodora Mileska

ONU Femmes/Mirjana Nedeva

Vanessa Nakate

Remerciements à Vanessa Nakate

Ana Peláez Narváez

ONU Femmes/Susan Markisz

María Alejandra Rodríguez Acha

ONU Femmes/Ryan Brown

Natasha Wang Mwansa

Women Deliver

Références

Abramsky T., K. M. Devries, L. Michau *et al.* (2016). The Impact of SASA!, a Community Mobilisation Intervention, on Women's Experiences of Intimate Partner Violence: Secondary Findings from a Cluster Randomised Trial in Kampala, Uganda. *Journal of Epidemiology and Community Health* 70 (8): 818-825.

Bouvier, V. M. (2017). Gender and the Role of Women in Colombia's Peace Process. Document de réflexion élaboré dans le cadre de l'étude mondiale des Nations Unies sur les 15 années d'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies. ONU Femmes (l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme), New York.

Clark, S., C. W. Kabiru, S. Laszio et S. Mathuri. (2019). The Impact of Childcare on Poor Urban Women's Economic Empowerment in Africa. *Demography* 56 (4): 1247-1272.

Dieudonne N.M., P.C. Rutayisire et A. Umubyeyi. (2016). Measuring the Success of Family Planning Initiatives in Rwanda: A Multivariate Decomposition Analysis. *Journal of Population Research* 33 (48): 361-377.

DSNU (Division de statistique des Nations Unies). (2018). ODD5 - Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Consulté le 2 mars 2020. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/goal-05/>.

Fridays for Future. (2020). Statistics/Graph: Fridays for Future Events Worldwide. Consulté le 2 mars 2020. <https://www.fridaysforfuture.org/statistics/graph>.

Jewkes, R., E. Stern et L. Ramsosmar. (2019). *Preventing Violence against Women and Girls: Community Activism Approaches to Shift Harmful Gender Attitudes, Roles and Social Norms: Evidence Review*. Pretoria: What Works to Prevent Violence against Women and Girls Global Programme, SAMRC (South African Medical Research Council).

Kezie-Nwoha, H. et J. Were. (2018). Women's Informal Peace Efforts: Grassroots Activism in South Sudan. CMI Brief No. 2018-07. Chr. Michelson Institute, Bergen, Norvège.

Krook, M.L. (2006). Reforming Representation: The Diffusion of Candidate Gender Quotas Worldwide. *Politics and Gender* 2 (3): 303-327.

Ministerio de Desarrollo Social. (2017). Síntesis de Resultados. Gobierno de Chile. Consulté le 3 mars 2020. http://observatorio.ministeriodesarrollosocial.gob.cl/casen-multidimensional/casen/docs/Resultados_educacion_casen_2017.pdf.

Müller, K. U. et K. Wrohlich. (2020). Does Subsidized Care for Toddlers Increase Maternal Labor Supply? Evidence from a Large-Scale Expansion of Early Childcare. *Labour Economics* 62.

OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique). (2019). Base de données sur les familles de l'OCDE. Consulté le 2 mars 2020. <http://www.oecd.org/els/family/database.htm>.

Olson, D. J. et A. Piller. (2013). Éthiopie : An Emerging Family Planning Success Story. *Studies in Family Planning* 44 (4): 445-459.

Ortiz, I. et M. Cummins. (2019). Austerity : The New Normal - A Renewed Washington Consensus 2010-24. Document de travail, Octobre. Initiative pour un dialogue politique, Confédération syndicale internationale, Internationale des services publics, Réseau Européen sur la Dette et le Développement (Eurodad) et le Projet de Bretton Woods.

SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). (2019). Les dépenses militaires mondiales ont augmenté et atteint 1,8 billions de dollars en 2018. SIPRI pour les médias, 29 avril. Consulté le 2 mars 2020. <https://www.sipri.org/media/press-release/2019/world-military-expenditure-grows-18-trillion-2018>.

UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). (2018). *Rapport mondial sur les inégalités 2018*. Paris : UNESCO.

WEDO (Organisation des Femmes pour l'Environnement et le Développement). (2019). Les progrès en faveur de l'égalité des sexes à la COP25. Nouvelles. Consulté le 2 mars 2020. <https://wedo.org/advances-for-gender-equality-at-cop25/>.



220 East 42nd Street
New York, NY 10017, USA
Tel: 646-781-4400
Fax: 646-781-4444